



Déclaration d'Ottawa

Les médias de service public
en action contre la désinformation

Octobre 2024



Préambule

Considérant que les médias de service public contribuent à la vitalité des démocraties du monde entier grâce à la qualité de leur programmation de nouvelles et d'affaires publiques;

Considérant que l'accès à une information digne de confiance est menacé par les fermetures de médias d'information, la découvrabilité réduite des contenus d'information professionnels dans l'espace numérique, et une montée de la mésinformation et de la désinformation;

Considérant que ces obstacles à l'information posent une menace à la démocratie, exacerbée par les tentatives d'acteurs malveillants d'utiliser la mésinformation pour déstabiliser les sociétés et par des algorithmes qui renforcent les chambres d'écho et sapent la cohésion sociale;

Considérant que les médias de service public sont essentiels à une démocratie saine et dynamique, aujourd'hui comme à l'avenir, en offrant de l'information fiable, en servant de rempart contre la polarisation et en favorisant l'engagement citoyen;

En conséquence, les signataires s'entendent pour que les médias de service public servent les citoyens et citoyennes dans l'ère numérique par le respect des engagements suivants.



Engagements

1. Assurer un large accès à l'information pour toute la population

Les signataires s'engagent à fournir une programmation de nouvelles et d'affaires publiques factuelle et impartiale, à laquelle tous les auditoires peuvent accéder par des moyens adaptés à l'évolution de la technologie et aux changements dans les habitudes de consommation.

2. Combattre la désinformation

Les signataires s'engagent à combattre la désinformation et la mésinformation, tant sur une base individuelle qu'au moyen d'actions concertées, notamment en vérifiant les faits et la provenance des contenus. Ils favoriseront aussi l'éducation aux médias pour les auditoires de tous les âges au moyen d'initiatives et de contenus de nouvelles et d'affaires publiques de haute qualité qui interpellent les auditoires.

3. Rétablir un débat démocratique civilisé

Les signataires s'engagent à encourager sur leurs plateformes les échanges de points de vue éclairés, respectueux et nuancés, grâce à des contenus qui respectent des normes éditoriales rigoureuses. De plus, ils s'engagent à refléter la diversité de leurs auditoires et à présenter des analyses aussi variées qu'approfondies.

4. Réclamer une responsabilisation des plateformes de médias sociaux

Les signataires exigent des plateformes de médias sociaux qui distribuent de l'information qu'elles soutiennent la libre circulation d'informations fiables en provenance de médias de service public et d'autres médias d'information



professionnels, sur des bases équitables. Ils demandent que ces plateformes disposent de protections et de mécanismes d'intervention contre la désinformation et les contenus imposteurs présentés comme provenant de médias professionnels.

5. Utiliser l'intelligence artificielle pour le bien public

Les signataires s'engagent à établir et à suivre des principes assurant une utilisation responsable de l'IA, ainsi qu'à libérer le plein potentiel de l'IA dans l'intérêt de nos organisations et de notre secteur. Nous soutenons un encadrement de l'IA qui assure la transparence et l'utilisation équitable de nos contenus.